

Histoire, géographie et géopolitique du monde contemporain

Sous la direction de **Christian Bardot**

ISBN : 978-2-7440-7273-4

Partie IV – Géodynamique continentale de l'Amérique et de l'Asie

Thème 23 : La Chine, à nouveau « Empire du Milieu » ?

1. *L'espace chinois*
2. *Histoire et civilisation : quelques repères*
3. *De la démographie à l'économie en Chine*
4. *Les réformes économiques depuis 1978*
5. *L'économie chinoise au début du XXI^e siècle*
6. *Croissance et tensions sociales*
7. *La Chine dans l'économie mondialisée*
8. *Les trois grands ensembles régionaux en Chine*
9. *Croissance et risques environnementaux en Chine*

1. L'espace chinois

Document 23.2 : Les grandes divisions de l'espace chinois



Source : Jean-Pierre Paulet.

2. Histoire et civilisation : quelques repères

a. Une civilisation plurimillénaire

(En parallèle, quelques repères occidentaux.)

Aux IV^e et V^e millénaires, se développent des cultures néolithiques dans le bassin du moyen Huanghe, en Chine du Nord, berceau du peuple Han.

L'Antiquité : 1600-221 av. J.-C.

(1354-1343 av. J.-C. : règne du pharaon Toutankhamon)

- Plusieurs civilisations s'organisent autour de cités rivales.
- 500-220 : les « royaumes combattants » s'affrontent de la Mandchourie au Yangzi.

Les empires guerriers : 220 av. J.-C.-960 ap. J.-C.

(V^e siècle av. J.-C. : apogée d'Athènes)

(27 av. J.-C. : Auguste fonde l'Empire romain)

- 221 av. J.-C.-190 ap. J.-C. : l'État impérial centralisé se met en place, dès la dynastie des Qin : elle est brève (de - 221 à - 207) mais capitale. C'est alors que le terme Qin donne naissance en Occident au mot Chine.
- 190-590 : les chefs militaires deviennent indépendants et s'affrontent.
- 590-755 : réunification mais conflits entre l'aristocratie militaire et la classe des fonctionnaires (mandarins). Imprimerie, papier-monnaie...
- 755-960 : à nouveau dislocation et affrontements entre chefs militaires.

L'Empire mandarinal jusqu'à 1644

- 960-1280 : réunification et affirmation des mandarins aux dépens des généraux : dynastie Song. Porcelaine, boussole, poudre à canon...
(*xiii^e siècle : Europe des cathédrales, Marco Polo en Chine vers 1275-1294*)
- 1280-1370 : conquête par les Mongols : dynastie des Yuan.
- 1370-1644 : dynastie chinoise des Ming.
(*1492-1497 : Christophe Colomb découvre l'Amérique, Léonard de Vinci peint La Cène à Milan*)

La Chine moderne : 1644-1911

- 1644-1800 : dynastie mandchoue (Qing ou Ts'ing) : prospérité inédite et paix sociale.
(*1789 : Révolution française ; débuts de la révolution industrielle en Angleterre vers 1760*)
- 1800-1911 : crises économiques et sociales, décomposition de l'État ; irruption de l'Occident dans le monde chinois. 1842 : l'Angleterre prend Hong-Kong après la guerre de l'opium.

Chine contemporaine

- 1912 : renversement de l'empire au profit d'une république.
- 1912-1949 : tentatives de modernisation contrariées, affrontements entre communistes et nationalistes et invasion japonaise à partir de 1931.

Source : J. Bourgon, *Historiens et Géographes n° 340, mai 1993.*

b. Des conceptions essentielles

Confucius et le confucianisme

Plus qu'une religion, le confucianisme est une doctrine morale et politique élaborée par un philosophe, Kongfuzi (ou K'ong-tseu, latinisé en Confucius), ayant vécu vers 555-479 avant notre ère. Son influence sur la pensée chinoise est profonde, même si ce que l'on nomme confucianisme n'est pas toujours fidèle à l'enseignement de Confucius tel qu'il a été transmis par ses disciples dans les *Entretiens*. Confucius cherche à définir un idéal aristocratique de sagesse, reposant sur le respect des usages et une pensée claire : de la réflexion juste découlera une conduite droite.

Sa pensée reste ouverte. Son idéal de « l'homme bien né », alliant bienveillance et sens moral, guère éloigné du « *kalos kagathos* » (l'homme bel et bon) vanté par Platon ou du gentilhomme au sens anglais du mot, inspira Voltaire dans sa dénonciation de l'absolutisme. Mais ses réflexions furent vite transformées en une doctrine figée exaltant les valeurs de la classe dirigeante, le respect dû à l'empereur, les hiérarchies établies. À ce titre, assimilé à l'immobilisme de la Cour impériale, le confucianisme fut rejeté au *xx^e* siècle par ceux qui entendaient rénover la Chine.

Le yin et le yang

Le yin et le yang sont deux principes indissociables, opposés mais complémentaires. Leur alternance règle les rythmes des êtres et de la nature. Le yang est le principe actif, masculin, positif. Le yin est l'inverse, sans que cela implique un jugement de valeur puisque les deux principes sont indispensables à la vie. Il existe un ensemble d'associations :

YIN : Terre, Lune, Nord, Automne-Hiver, Eau, Femme, Mort...

YANG : Ciel, Soleil, Sud, Printemps-Été, Lumière, Homme, Vie.

Le taoïsme

La conjonction des deux principes forme le dao, ou tao : la voie, le chemin. Le sage Lao-tseu (vers 570-490 avant notre ère) serait l'auteur de l'ouvrage *Daodejing* qui donne naissance au taoïsme comme doctrine de la non-intervention dans le cours naturel des choses. Naquit à partir de là un courant religieux très syncrétique qui met l'accent sur la croyance aux esprits, en l'immortalité. Devenu religion populaire, le taoïsme fut revendiqué par des sociétés secrètes, en alternative au confucianisme officiel.

3. De la démographie à l'économie en Chine

Le dynamisme économique est largement corrélé à une situation démographique particulière : la « fenêtre d'opportunité » qui résulte de la conjonction de la présence sur le marché du travail de nombreux actifs nés après 1950 et de la brutale réduction des naissances intervenue après 1979. De ce fait, le taux de dépendance est particulièrement faible, ce qui autorise des taux d'investissement élevés, qui portent la croissance à deux chiffres depuis près de vingt ans : 41 % de celle-ci leur est imputable en 2006.

Tableau 23.1 – La part des jeunes et des âgés en Chine, Inde et Japon en 2006, en % de la population totale

	CHINE	INDE	JAPON
A : moins de 15 ans	20	36	14
B : plus de 65 ans	8	4	20
Total A + B	28	40	34

Source : Images économiques du monde 2008, Paris, A. Colin, 2007.

4. Les réformes économiques depuis 1978

Elles s'ordonnent selon quatre axes.

a. La décollectivisation de l'agriculture

Elle est essentielle : en 1978, les paysans représentent encore les trois quarts des actifs ; il est vital pour tout le pays de libérer leurs capacités productives. Des « contrats de responsabilité » limitent la quantité de produits qu'ils doivent livrer à l'État et leur laissent libre disposition du reste, qu'ils peuvent donc écouler sur les « marchés urbains », au prix qu'ils souhaitent. Si la terre reste propriété collective, les paysans obtiennent le droit de la cultiver comme ils l'entendent dans le cadre de contrats de location signés avec l'État : les baux, très courts à l'origine, passent à trente ans en 2003, puis le droit de propriété du sol est confirmé par une loi de mars 2007 qui devrait protéger les paysans contre les expropriations sauvages dont beaucoup sont victimes. Ces dispositions représentent une véritable « révolution silencieuse » dans les campagnes (C. Aubert). Les communes populaires qui étouffaient l'initiative paysanne sont remplacées par plus de deux cents millions de microexploitations familiales d'un hectare en moyenne. Sur le plan administratif, elles laissent place à des élus locaux choisis assez librement par les habitants, à l'échelle du village et du canton.

b. Des réformes institutionnelles créent l'environnement nécessaire à une économie de marché

Un système bancaire est créé : une banque centrale chargée des équilibres macroéconomiques (elle reste étroitement soumise au gouvernement) ; les grandes banques d'État sont rendues responsables de leurs pertes et profits et de nouvelles banques sont créées à l'initiative des autorités locales. Des bourses de valeurs ouvrent à Shanghai et Shenzhen en 1990 : plus de mille sociétés sont cotées. Une réforme simplifie le système fiscal en l'alignant sur les pratiques les plus courantes dans le monde : impôt progressif sur le revenu, taxe sur la valeur ajoutée, impôt sur les bénéfices des sociétés.

c. La réforme des entreprises

La Chine de 1978 a une économie totalement administrée. Les entreprises appartiennent à l'État qui en nomme les directeurs, elles reçoivent investissements et aides de l'administration de tutelle à laquelle elles reversent d'éventuels bénéfices. Celle-ci fixe tous les paramètres de leur activité : nature des produits fabriqués, volumes, fournisseurs et clients, prix de vente, niveau des salaires et des effectifs employés... À côté de quelques réussites, beaucoup sont peu productives et fournissent des articles de piètre qualité. Mais leur nécessaire transformation est complexe, comme dans les économies socialistes européennes. Les entreprises privées individuelles ou familiales, autorisées dès 1982, se sont multipliées dans le commerce et l'artisanat. Les firmes à capital étranger sont souvent des sociétés mixtes, qui associent un partenaire chinois à l'investisseur extérieur. La privatisation des entreprises publiques est lente, notamment pour les grands complexes industriels chers au maoïsme triomphant : plombés par les sureffectifs et l'obsolescence des équipements, ils ne sont pas rentables. Au total, le secteur privé « représente aujourd'hui près de 65 % du PNB et plus de 70 % des recettes fiscales du pays » (S. Colin, article « Chine » dans *Images économiques du monde*, 2007).

d. L'ouverture sur l'extérieur

L'appel aux capitaux étrangers est lancé dès 1979 par la création de zones économiques spéciales*, selon un modèle directement inspiré des « dragons » voisins, que Deng Xiaoping et consorts connaissent bien, notamment par le biais des autres Chinois que sont Taiwan et Hong-Kong mais aussi par celui d'une diaspora de trente à cinquante millions de Chinois installés surtout dans l'Asie maritime, de Singapour à Séoul. Ils constituent des communautés d'affaires très actives qui ont gardé des liens avec leur pays d'origine et contribuent à rendre les dirigeants chinois conscients du dynamisme de l'« Asie battante ». Le but est de créer des emplois, de favoriser le transfert de technologies avancées, de procurer à la Chine des devises fortes grâce auxquelles elle pourra améliorer sa participation à l'échange international.

5. L'économie chinoise au début du xx^e siècle

a. La croissance économique

Tableau 23.2 – Comparaison Chine et France

	2003	2004	2005	2006	2007*	France, pour comparer, 2006
PNB en milliards de dollars	1 631	1 938	2 264	2 641	3 100	2 298
Croissance en volume du PNB	10 %	10,1 %	10,4 %	10,7 %	11,4 %	2 %
PNB par habitant en dollars	1 270	1 500	1 740	2 010	?	36 550

* 2007 : estimations OCDE du 5 janvier 2007.
Source : Atlaséco 2008, *Le Nouvel Observateur*, 2007.

b. Quelques productions significatives, 1990-2005

Tableau 23.3 – Industrie, en millions de tonnes sauf indication contraire

	1990	2005 (rang mondial)
CHARBON	916	2 380 (+ lignite) (1 ^{er})
PÉTROLE BRUT	138	183 (5 ^e)
ÉLECTRICITÉ, production totale en milliards de kWh	618	2 834 (2 ^e)
ACIER	67	422 (1 ^{er})
VÉHICULES À MOTEUR, tourisme + utilitaires en milliers d'unités	446	5 707 (4 ^e)

Tableau 23.4 – Agriculture, en millions de tonnes ou de têtes pour le cheptel

	1990	2005 (rang mondial)
RIZ	191	184 (1 ^{er})
BLÉ	98	96 (1 ^{er})
CANNE À SUCRE	63	92 (3 ^e)
BOVINS	77	115 (3 ^e)
PORCINS	360	488 (1 ^{er})

Source : Images économiques du monde 2008, Paris, A. Colin, 2007.

c. Les mutations des trois grands secteurs

L'agriculture reste capitale

Elle fait vivre encore plus de 40 % des actifs. La formule chinoise « beaucoup d'hommes, peu de terres » dit l'essentiel : alors que la superficie cultivée représente moins d'un sixième du territoire, il faut nourrir une population qui a plus que doublé depuis 1949. Le défi alimentaire est à grand peine relevé au temps de Mao, bien mieux aujourd'hui. Le riz, cultivé dans les provinces du Sud qui bénéficient de la mousson, reste la principale production, mais recule au profit du blé et aussi du maïs en raison des progrès de l'élevage. Les rendements sont élevés (quatre tonnes de blé à l'hectare), grâce à l'utilisation d'engrais chimiques et à l'irrigation de plus de la moitié des terres cultivées. L'autoconsommation absorbe encore les deux tiers de la production céréalière, mais à l'échelle nationale, dans la balance commerciale, le solde agroalimentaire dégage un excédent malgré la hausse sensible des importations de blé. En milieu rural, la création de dizaines de millions d'emplois dans les activités non agricoles (petite industrie, services) absorbe une partie de l'excédent de main-d'œuvre et complète le revenu paysan. Toutefois, le dynamisme de l'agriculture semble s'essouffler.

L'industrie est le levier essentiel de la croissance

La production progresse de 8 % l'an en moyenne depuis 1980. Si les industries électriques, l'agroalimentaire, le matériel de transport enregistrent un vif essor, la chimie et la pétrochimie sont également essentielles. L'industrie chinoise bénéficie d'immenses ressources minérales et énergétiques et profite à plein des investissements étrangers : les filiales étrangères contribuent à près du tiers de la production totale et facilitent le rattrapage technologique. Mais l'industrie exploite surtout au mieux le principal avantage comparatif dont dispose la Chine dans la nouvelle division internationale du travail : son réservoir de main-d'œuvre. On compte cent soixante-cinq millions d'actifs industriels en 2001 contre 19,2 millions au Japon, par exemple ! Là réside la force de frappe du secteur à l'heure de la mondialisation. Cette main-d'œuvre est peu coûteuse, immense en raison du dynamisme démographique antérieur aux années 1970 et de l'arrivée massive dans les usines de millions de ruraux en quête d'emplois (trois millions par an au bas mot) : il joue à plein dans les industries à forte intensité de main-d'œuvre : textile, fabrication de jouets, assemblage d'appareils électroniques (plus de la moitié des ordinateurs portables ou autres appareils photographiques vendus dans le monde sont *made in China*) ou fabrication de composants (pour les baladeurs iPod, la PlayStation Sony, les téléphones Nokia...) et même la construction automobile – avec huit millions de voitures produites en 2007, le pays est devenu le deuxième producteur mondial, derrière les États-Unis qu'il pourrait, selon les spécialistes, détrôner avant dix ans.

Le tertiaire juxtapose deux secteurs

Un immense ensemble d'activités banales emploie des millions de personnes dans les services de proximité, publics ou marchands : bureaux de poste, boutiques de téléphonie, alimentations, garages, restaurants... S'y ajoutent en nombre croissant les fonctions qu'exigent une économie complexe (sociétés de transports, de conseils en informatique...) et une société qui s'enrichit : structures modernes de distribution, banques, compagnies d'assurances, cabinets médicaux... Les firmes étrangères sont très présentes dans ce tertiaire « moderne ». Dans la grande distribution, l'Américain Wal-Mart, leader mondial, implanté en Chine depuis 1996, ouvre plus de dix nouvelles grandes surfaces par an ; son principal concurrent, le Français Carrefour, a ouvert en 2005 son soixantième hypermarché chinois. L'ouverture totale du pays aux banques étrangères est annoncée pour 2007. L'enjeu est capital : l'épargne chinoise est surabondante et le savoir-faire des banques locales limité.

6. Croissance et tensions sociales

a. Le malaise social

Le malaise social se traduit par une flambée contestataire. On rapporte quatre-vingt-quatorze mille incidents dans les campagnes pour la seule année 2006 : protestations contre des fermetures d'écoles, des expropriations de terres sans indemnité... Mais le mouvement affecte aussi les régions industrielles et urbaines : manifestations après les (nombreux) accidents dans les mines, contre la hausse des tarifs de transport ou une énième affaire de corruption impliquant un responsable du PCC. Pour calmer la fièvre, Hu Jintao promet en 2007 l'édification d'une « société d'harmonie » : amélioration des systèmes scolaire et sanitaire, réduction des inégalités, réduction des impôts pesant sur les paysans, mise en place d'une couverture sociale pour remplacer l'ancien système disparu (l'entreprise prenait en charge la protection sociale de ses salariés)... Les droits des salariés sont élargis par une loi votée en janvier 2008. S'achemine-t-on vers une humanisation du « capitalisme d'apocalypse » qu'est à bien des égards la Chine ? À la différence, en effet, de l'Europe ou de l'Amérique du Nord du XIX^e siècle qui voyait s'affirmer en parallèle logiques démocratiques (libéralisme politique) et capitalisme, ce qui a rapidement accru les possibilités de pression des salariés sur les décideurs (par la création de syndicats, les effets du suffrage universel, la garantie de libertés individuelles...), la Chine de notre temps conjugue capitalisme et dictature, ce qui, entre autres inconvénients, favorise l'exploitation sans frein de la main-d'œuvre. La société civile pourra-t-elle se faire mieux entendre, et imposer par là même quelques freins aux pures logiques marchandes ? Tel est aussi un des enjeux de la question du régime en Chine.

b. Des fractures multiples

L'écart entre ruraux et urbains est frappant

On a toutefois sur ce point des appréciations divergentes. Les uns insistent sur les disparités. En termes de revenu : celui des ruraux est plus de trois fois inférieur à celui des urbains, et progresse moins vite, indique J.-L. Rocca (*La Question sociale, condition et contrainte du miracle chinois*, Paris, Ramsès 2005, IFRI-Dunod, 2004). À l'échelle nationale, le coefficient de Gini* est désormais légèrement supérieur à celui de l'Inde, par exemple.

En ville, les « nouveaux riches » affichent un luxe ostentatoire : ce sont les cadres des grandes entreprises publiques, du parti et de l'État, qui bénéficient d'avantages non salariaux (logement, voiture de fonction...), les employés chinois des firmes étrangères, les entrepreneurs privés, certaines professions libérales...

À l'opposé, y vivent dans une grande précarité les millions de ruraux qu'attire l'espoir d'un emploi. Ces migrants, que le système du *hukou* (on ne peut changer de domicile qu'avec l'accord de l'administration) place en marge de la cité, travaillent sur les chantiers de construction (ils sont légion : la moitié des grues en activité dans le monde se trouvent en Chine !) ou dans les usines (beaucoup d'ouvrières) pour un salaire souvent renvoyé à la famille restée au village. En termes de consommation : seuls 30 % des ménages ruraux ont un lave-linge, 14 % un réfrigérateur... La Chine contemporaine réinvente-t-elle le fossé qui séparait sous l'empire les villes des campagnes ? N'est-ce pas minorer les dynamiques favorables qui animent la société rurale ?

D'autres analystes soulignent, eux, l'amélioration du revenu des agriculteurs, le recul de l'analphabétisme et de la pauvreté : dans la décennie 1990, le « nombre de ruraux pauvres a été divisé par deux », assure F. Lemoine (*La Découverte*, 2003). En vérité, la plupart des paysans pauvres vivent dans des espaces bien délimités, au Centre et à l'Ouest. L'opposition villes/campagnes est bien trop schématique. Elle se complique de multiples disparités à des échelles plus modestes : entre métropoles et villes moyennes, entre anciennes villes industrielles sinistrées par l'inadaptation d'usines aux équipements obsolètes et cités marchandes de la côte...

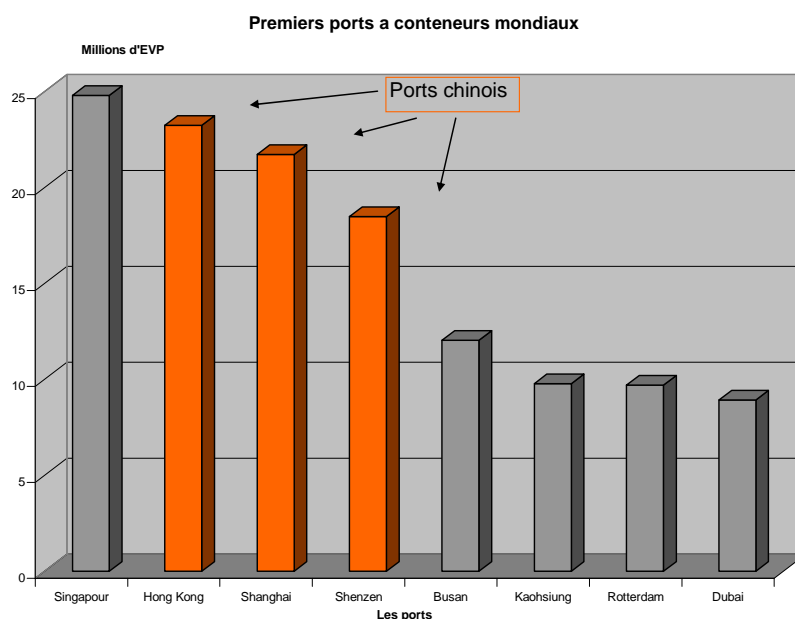
Les inégalités femmes/hommes restent considérables

Malgré les ruptures enregistrées depuis 1949 avec la vieille Chine des petites filles aux pieds bandés et des concubines (encore que les médias chinois dénoncent aujourd'hui leur réapparition autour de hauts responsables locaux ou nationaux) et les déclarations de Mao Zedong en faveur de « la moitié du Ciel », les femmes, bien que juridiquement égales des hommes, connaissent un sort difficile. La surmortalité féminine en atteste. La naissance d'un garçon reste valorisée, comme dans toute société agraire : seul celui-ci transmet le nom, peut assurer le culte des ancêtres et reprendre la ferme. Moins désirées que les garçons (avortements sélectifs et infanticides sont bien entendu difficiles à dénombrer), les petites filles sont aussi moins bien alimentées et soignées. D'où le déséquilibre entre les sexes : la tranche d'âge dix-quatorze ans ne compte que cent cinquante millions de filles pour cent soixante-dix millions de garçons.

7. La Chine dans l'économie mondialisée

a. Les ports chinois dans la hiérarchie des ports à conteneurs du monde

En EVP, c'est-à-dire équivalent vingt pieds ; 2,59 (hauteur), 2,4 (largeur), 6,05 (longueur).



b. Les principaux partenaires commerciaux de la Chine

Tableau 23.5 – Les trois premiers partenaires commerciaux de la Chine en 2006, en milliards de dollars

1) Union européenne	216
2) États-Unis	209
3) Japon	165

Source : Le Monde du 30 novembre 2007 (Eurostat)

8. Les trois grands ensembles régionaux en Chine

a. À l'Ouest, « la Chine du vide »

L'Ouest du pays est peu occupé : les quatre provinces de Mongolie intérieure, du Qinghai, du Xinjiang et du Tibet ne totalisent que 4 % de la population sur la moitié du territoire. Cette « Chine du vide » présente des conditions naturelles difficiles : steppes désertiques de Gobi et de Takla-Makan, régions semi-arides, hauts plateaux et montagnes du Tibet... La mise en valeur traditionnelle repose sur l'élevage nomade. Les vallées concentrent des îlots de peuplement que l'irrigation peut étoffer. S'y ajoutent des foyers industriels isolés fondés sur l'exploitation de gisements pétroliers et des installations stratégiques. Globalement, le « *go west* » prôné par Pékin fonctionne mal, et les investisseurs étrangers délaissent des régions mal équipées et éloignées des centres vitaux du pays.

La Chine occidentale est aussi celle des minorités non Han. Elles bénéficient en principe d'une autonomie régionale et culturelle. La formule de P. Gentelle dit ce qu'il en est en vérité : « Fédération promise, unification imposée. » La sinisation est patente dans les marges les plus réfractaires, au Xinjiang et au Tibet. Les Ouïgours, turcophones et musulmans, regardent vers l'Asie centrale et rêvent d'indépendance. Le Tibet, peuplé de cinq millions de personnes communiant dans un bouddhisme spécifique incarné par le dalaï-lama, leur chef spirituel et politique, est victime d'une assimilation forcée depuis les années 1950. Alors que sa tutelle restait auparavant très lâche, Pékin décide alors de contrôler effectivement ces hauts plateaux d'intérêt stratégique. L'armée populaire s'installe, le dalaï-lama s'exile en Inde à la suite d'une révolte durement réprimée en 1959, des centaines de monastères sont détruits. De nos jours, Pékin cherche à éteindre le sentiment national en favorisant la mise en valeur économique et l'arrivée de Hans. Mais le dalaï-lama, auréolé du Nobel de la paix, est parvenu à donner un écho international à sa cause. La question reste posée, comme le soulignent avec acuité les troubles du printemps 2008.

b. La Chine centrale

La Chine du Centre et du Sud regroupe le tiers des habitants. Les secteurs montagneux sont isolés et ont de faibles densités, ils abritent également des minorités. En revanche, les bassins intérieurs, comme le Sichuan, et les vallées des grands fleuves portent des charges humaines importantes : l'agriculture y est intensive ; on y trouve aussi de grandes cités industrielles : Chongqing, Wuhan... Le titanesque barrage des Trois-Gorges (2,3 kilomètres de long, cent quatre-vingt-cinq mètres de haut) a pour objectifs de maîtriser les crues du Yangzi et de produire de l'électricité mais aussi d'améliorer la navigation sur le fleuve en le rendant navigable de Shanghai à Chongqing, de façon à mieux relier le bassin du Sichuan aux régions littorales. Cela étant, son immense lac de retenue oblige à déplacer des millions d'habitants, les effets sur l'environnement et sa capacité de résistance sont controversés.

c. L'essor des provinces maritimes

La Chine « pleine » des provinces maritimes, prolongée au nord par la Mandchourie, rassemble la moitié de la population sur un million de kilomètres carrés. Le peuplement est particulièrement dense, dans ce qui fut le berceau historique de l'Empire du Milieu. Sur les vastes espaces agricoles intensivement exploités, l'opposition traditionnelle – blé au nord, riz au sud – s'atténue. On trouve aussi là de grandes agglomérations qui s'organisent en trois pôles majeurs : l'axe reliant Pékin à son port, Tianjin, cent cinquante kilomètres à l'est, ajoute aux fonctions administratives et culturelles de toute capitale des industries variées. Au sud, le delta de la rivière des Perles, polarisé par la ville de Canton (Guangzhou) est étroitement associé à Hong-Kong et domine la riche province du Guangdong, qui réalise à elle seule plus du tiers du commerce extérieur chinois. Plus au nord, commandant le delta du Yangzi, la région urbaine de Shanghai connaît un essor spectaculaire. D'aucuns prédisent que cette ville choisie pour accueillir l'exposition universelle de 2010 pourrait devenir une des grandes villes-mondes du XXI^e siècle.

Ce littoral rassemble aujourd'hui quelques-uns des principaux ports mondiaux, image d'une Chine qui revenant au « milieu du monde » renoue avec une puissance maritime longtemps oubliée.

9. Croissance et risques environnementaux en Chine

La question de l'eau est révélatrice. « Il ne se passe pas un mois sans que des dizaines de milliers de résidents soient affectés par des catastrophes écologiques plus ou moins graves qui conduisent à des coupures d'eau courante » : pollution des eaux par des rejets industriels, prolifération d'algues, assèchement des lacs et cours d'eau occasionné par une irrigation excessive... Au total, « quatre cents des six cents villes chinoises manquent structurellement d'eau et trente millions de ruraux subissent chaque année des pénuries » (B. Pedroletti, *Le Monde* du 12 janvier 2008). Le régime engage des travaux pharaoniques pour les alimenter en eau (le projet est de transférer vers Pékin et le Nord l'eau qui abonde au Sud, par des canaux qui rappellent, là encore, les grands travaux de la Chine impériale).

Ces villes, dont Pékin, figurent également parmi les plus polluées de la planète : la combustion de charbon pour produire de l'électricité dégrade l'air, d'autant que s'y ajoute depuis peu l'essor du trafic routier. Les régions industrielles, notamment Canton et Shanghai, paient aussi un lourd tribut à l'hypercroissance et on y observe une multiplication des cas de cancers.